

**Sept partis et la LADDH annoncent une première rencontre le 26 juin**

## **“La transition politique est une nécessité”**



Réunion de partis de l'opposition, hier, à Alger.  
© D. R.

**Les partis FFS, RCD, PT, PST, MDS, UCP, le PLD et la Laddh œuvrent à “élaborer une solution politique ambitieuse en vue de propulser le pays d’un ordre constitutionnel obsolète vers un ordre démocratique”.**

Pour briser le statu quo qui marque la scène politique ces derniers temps, des partis de la mouvance démocratique tentent de faire bouger les lignes. Sept partis politiques et une organisation de défense des droits de l’Homme lancent un appel au dialogue et prévoient une rencontre de concertation le 26 juin. Dans une déclaration commune rendue publique hier à l’issue d’une rencontre tenue à Alger, les sept partis politiques et l’aile Benissad de la Laddh estiment que, face à la crise que vit le pays, l’heure, aujourd’hui, est “à la concertation et au dialogue des forces progressistes” afin de “construire un pacte politique consensuel qui définira par la suite les contours du processus de transition démocratique dans notre pays”.

Les représentants des partis FFS, RCD, PT, PST, MDS, UCP, PLD et de la Laddh rappellent que l’urgence est “d’élaborer une solution politique ambitieuse” dans le but de “mettre fin à ce régime dictatorial et changer radicalement le système en vue de propulser le pays d’un ordre constitutionnel obsolète vers un ordre démocratique”. Au chef de l’armée qui considère la tenue d’une élection présidentielle de “nécessité”, ces formations politiques répondent que “la nécessité” est “une transition politique”. “La transition démocratique n’est pas un choix. Elle est de l’ordre de la nécessité”, indique le document qui insiste sur le fait que seul “le rassemblement des forces de l’alternative démocratique” peut constituer “une alternative” capable de “traduire” les profondes aspirations populaires. “Il est vain de croire à l’existence d’une issue positive à ce conflit dans le cadre de l’ordre actuel.

Ni le pouvoir ni ses diverses excroissances ne sont en mesure de constituer un recours”, assèment encore ces formations politiques. Dans les faits, l’appel des partis progressistes est destiné à “libérer une dynamique politique de construction d’un état de droit et des libertés et de la société”, ce qu’ils considèrent comme “une priorité en vue d’amorcer une véritable transition démocratique”. Les signataires de l’appel ne semblent imposer aucun préalable à l’amorce d’un dialogue, hormis leur rejet “des règlements de comptes et des calculs étroits”. Un appel est lancé à “d’autres acteurs politiques, aux syndicats autonomes, au mouvement associatif, ainsi qu’aux personnalités nationales indépendantes et à la communauté algérienne à l’étranger, qui se reconnaissent dans cet appel à se joindre à cette initiative de concertation et de dialogue sans préalable”.

Pour briser la chape de plomb qui pèse sur les libertés politiques, les signataires du document demandent notamment la libération des “détenus d’opinion”, à commencer par la secrétaire générale du Parti des travailleurs, Louisa Hanoune. Ils condamnent, en effet, “la judiciarisation de l’action politique comme c’est le cas de la secrétaire générale du Parti des travailleurs” et exigent “la levée de toutes les entraves aux droits d’expression, de réunion et de manifestation”. Cette initiative est la seconde que lancent des partis politiques de l’opposition. Une partie de la classe politique se réunit, déjà, au sein des “Forces du changement” qui regroupe, entre autres, le parti d’Ali Benflis, le FJD de Djaballah et des personnalités comme Abdelaziz Rahabi et Ahmed Benbitour. Les deux groupes politiques cherchent à se retrouver dans un congrès qui fera une proposition commune face au pouvoir.

**Ali Boukhlef**